

## Communiqué de Presse : A qui profite la guerre?

Alors que les 2 et 3 mars derniers Emmanuel Macron a réaffirmé son choix d'un « Plan Marshall agricole » et d'une austérité sociale aggravée, le gouvernement prépare en parallèle une nouvelle accélération des dépenses militaires.

La France dispose déjà de l'un des budgets militaires les plus élevés d'Europe et du monde, ainsi que d'une force nucléaire et d'une capacité de projection complète.

Le débat qu'introduit le budget 2026 ne porte donc pas sur l'existence d'une défense nationale, mais sur son augmentation massive et inédite.

413 milliards d'euros sont prévus sur la période 2024-2030 dans le cadre de la loi de programmation militaire, soit une hausse d'environ 40 % par rapport à la période précédente.

Le budget des armées atteindra plus de 68 milliards d'euros en 2030, soit une augmentation de près de 77 % depuis 2017.

Ces chiffres sont vertigineux : en treize ans, les crédits militaires auront plus que doublé.

Dans le même temps, les hôpitaux publics sont sommés de réaliser des économies, les fermetures de lits se poursuivent faute de personnel, les collectivités territoriales voient leurs marges comprimées, l'Éducation nationale peine à recruter et la réforme des retraites a été justifiée par la nécessité de contenir la dépense publique.

1 milliard d'euros représente environ :

20 000 postes d'infirmier-es ou de soignant-es

près de 20 000 postes d'enseignant-es

la construction ou la rénovation complète de plusieurs établissements hospitaliers

un plan massif de rénovation thermique de dizaines de milliers de logements publics

un renforcement significatif des effectifs dans les services fiscaux, sociaux et judiciaires.

L'augmentation prévue d'ici 2030 représente plus de 20 milliards d'euros supplémentaires par an par rapport à 2017.

20 milliards par an, c'est l'équivalent d'un plan national de reconstruction de l'hôpital public, ou d'un investissement massif dans l'école et la transition écologique.

**Quand il s'agit d'armement, la contrainte budgétaire disparaît.**

**Quand il s'agit d'hôpital, d'école ou de retraites, elle devient indiscutable.**

**Mais qui paie réellement cet effort présenté comme nécessaire et vital pour le pays ?**

Lorsqu'on regarde le financement des annonces gouvernementales, on constate que l'industrie de l'armement ne repose pas uniquement sur les crédits budgétaires. Elle s'appuie aussi sur des circuits financiers puissants : banques, assurances, marchés financiers... et l'épargne des citoyens.

Une partie de l'épargne réglementée des Français-es – notamment le Livret A – est centralisée à la Caisse des Dépôts, qui finance prioritairement le logement social et les politiques publiques. Mais une part significative reste gérée par les banques commerciales, qui investissent sur les marchés financiers.

Or ces établissements bancaires comptent parmi les principaux financeurs européens des grands groupes d'armement, via prêts, obligations ou prises de participation.

Concrètement, cela signifie que l'épargne des ménages – la vôtre, la nôtre – contribue directement au financement d'entreprises dont l'activité principale est la production d'armements.

À cela s'ajoutent les contrats d'assurance-vie ou certains fonds d'investissement, souvent exposés aux grands groupes de défense. Ainsi, pendant que l'on explique aux salarié-es qu'il faut travailler plus longtemps, que les hôpitaux doivent « rationaliser » et que l'école doit « optimiser », des flux financiers massifs – publics et privés – irriguent l'industrie militaire.

Autrement dit, les travailleurs et travailleuses paient la guerre deux fois : par leurs impôts et par leur épargne.

Mais la militarisation n'a pas seulement un coût social et budgétaire.

Elle a aussi un coût écologique considérable.

L'ensemble des armées comptent parmi les institutions les plus polluantes du monde. L'armée américaine à elle seule émet plus de CO<sub>2</sub> que la Suède, la Finlande ou la Norvège. Le pentagone est aujourd'hui le plus grand consommateur institutionnel de pétrole au monde. Un avion de chasse peut consommer plusieurs milliers de litres de carburant par heure de vol. Et ces chiffres ne prennent même pas en compte les destructions liées aux guerres elles-mêmes.

Les conflits armés provoquent des catastrophes écologiques durables : destruction de terres agricoles et de forêts, pollution des sols et des nappes phréatiques par les munitions et les explosifs, incendies industriels, contaminations chimiques durables, sans parler du coût environnemental colossal de la reconstruction des territoires détruits.

Ainsi, la militarisation détourne des ressources immenses qui devraient être consacrées à la transition écologique et à la protection du vivant.

Les conflits armés révèlent aussi les rapports de domination qui structurent nos sociétés.

La guerre est aussi une violence patriarcale.

Dans toutes les guerres, les femmes sont en première ligne des violences.

Elles s'accompagnent systématiquement : de violences sexuelles utilisées comme armes de guerre, d'une augmentation des violences domestiques, d'une précarisation massive des femmes.

Dans les zones de guerre, les femmes assurent souvent la survie des familles tout en étant les premières victimes des déplacements forcés et de l'effondrement des services publics.

La militarisation des sociétés s'appuie également sur une culture politique profondément viriliste, qui valorise la domination, la force et la violence.

**Et quelles que soient les frontières ou les camps, ce sont toujours les populations civiles qui en paient le prix.**

**Construire la paix, c'est aussi combattre ces logiques de domination.**

Car la guerre n'est pas un accident de l'histoire.

Elle est le produit d'un système économique et politique : le capitalisme et les logiques impérialistes qui profitent toujours aux mêmes grands groupes de l'armement, industries de défense, acteurs qui spéculent sur les tensions internationales.

Dans ce système, les ressources, les territoires et les marchés deviennent des enjeux de rivalités entre puissances et partout dans le monde ce sont les populations civiles qui en subissent les conséquences. .

Les peuples en paient le prix.

Vous, nous, en payons le prix.

Les travailleurs et travailleuses en paient le prix.

Les générations futures en paieront le prix.

A Nantes, le 12 mars 2026.